

International

# L'IMMIGRATION AU KENYA : ENTRE REFUGE RÉGIONAL ET DÉFI NATIONAL

Manon De Wever

19/11/2025

**Le Kenya est, depuis son indépendance en 1963, un pays d'accueil de nombreuses populations venant notamment de pays d'Afrique de l'Est. Manon De Wever, étudiante en relations internationales, analyse le rôle de ces populations dans la société kényane et les défis politiques et sociaux qu'elles peuvent soulever.**

Pays d'accueil historique dans une région marquée par les conflits, le Kenya est devenu au fil des décennies un pivot migratoire de l'Afrique de l'Est. Refuge pour des centaines de milliers de déplacés et plateforme économique attirant des migrants venus de toute la région, le pays incarne à la fois une terre d'opportunités et de tensions. Dans un contexte régional instable, où les crises au Soudan, en Somalie et en Éthiopie se répercutent sur son territoire, l'immigration met à l'épreuve la cohésion sociale et la capacité de l'État kényan à articuler humanité et souveraineté.

## Le Kenya, carrefour migratoire de l'Afrique de l'Est

Dès les années 1960 et son indépendance en 1963, le Kenya s'est imposé comme une destination privilégiée pour les réfugiés fuyant les guerres civiles de la région. Les premiers flux somaliens, puis éthiopiens et soudanais ont façonné une société cosmopolite où se mêlent traditions locales et influences étrangères. Les camps de Dadaab et Kakuma, créés dans les années 1990, symbolisent cette vocation d'accueil : ils abritent aujourd'hui plus de 600 000 personnes selon les estimations du [Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés \(HCR\)](#), soit l'un des taux de réfugiés par habitant les plus élevés d'Afrique.

Cet héritage migratoire a laissé des traces profondes. L'économie informelle de Nairobi, les réseaux marchands de Garissa ou de Lodwar et les diasporas somaliennes actives dans la finance et le commerce illustrent combien l'immigration est devenue un moteur discret, mais essentiel du développement kényan<sup>1</sup>.

La position géographique du Kenya, entre la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, en fait

un point de passage stratégique. Aux réfugiés politiques s'ajoutent désormais des migrants économiques, attirés par la stabilité relative du pays et par l'essor de Nairobi, devenue un *hub* technologique et logistique continental.

Les crises successives, comme la guerre au Soudan du Sud, l'effondrement de la Somalie et les tensions en Éthiopie, alimentent un flux constant de populations en quête de sécurité. Mais à ces mouvements « classiques » s'ajoutent aujourd'hui des mobilités nouvelles : étudiants, travailleurs saisonniers, entrepreneurs étrangers ou membres d'ONG internationales. L'immigration au Kenya n'est plus seulement humanitaire, elle est aussi économique, voire stratégique<sup>2</sup>.

Face à ces flux, la politique migratoire kényane oscille entre ouverture et méfiance. Longtemps partenaire fidèle du HCR, le gouvernement a aussi multiplié les **mesures restrictives** : menaces de fermeture des camps, renforcement des contrôles frontaliers, centralisation des demandes d'asile.

Ces tensions traduisent une volonté croissante de réaffirmer la souveraineté nationale, dans un contexte où les débats sécuritaires prennent le pas sur les impératifs humanitaires. La lutte contre le terrorisme, notamment après les attaques d'Al-Shabaab<sup>3</sup>, a durci le regard porté sur certaines communautés, au risque d'alimenter la stigmatisation et de fragiliser la cohésion nationale.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Entre opportunité économique et défi social : le dilemme kényan

Loin des caricatures, les migrants jouent un rôle majeur dans l'économie kényane. Dans les zones frontalières, ils animent le commerce transfrontalier, développent des microentreprises et participent à la circulation des biens et des capitaux. Dans les villes, ils soutiennent la croissance du secteur informel et répondent à une demande de main-d'œuvre dans la construction, les services ou l'agriculture.

Nairobi, devenue une métropole africaine de premier plan, profite de ce dynamisme : les diasporas somaliennes et éthiopiennes, notamment, y ont bâti de puissants réseaux économiques, de

Eastleigh, un quartier composé majoritairement de membres de la diaspora somalienne, jusqu'à Mombasa. Pourtant, cette contribution reste peu reconnue par les politiques publiques, qui perçoivent encore les migrants sous le prisme de la gestion sécuritaire plutôt que comme acteurs de développement<sup>4</sup>.

Cette richesse économique ne va pas sans tensions. L'arrivée de populations étrangères dans un contexte de chômage élevé, de pression foncière et d'inégalités persistantes alimente parfois la xénophobie latente. Dans certaines régions frontalières, les rivalités autour des ressources, de la terre et de l'eau exacerbent les fractures identitaires.

Les **communautés somaliennes**, particulièrement visées, se trouvent souvent associées au terrorisme ou au banditisme, une perception qui entretient la méfiance entre populations locales et réfugiées. Ces tensions soulignent les limites d'une intégration sociale fondée sur la précarité et l'exception juridique : la plupart des réfugiés vivent confinés dans des camps, sans accès réel à la citoyenneté ni aux opportunités économiques du pays.

Conscient de ces défis, le gouvernement kényan amorce depuis quelques années une évolution. En 2021, le *Refugee Act* a ouvert la voie à une intégration accrue des réfugiés, notamment à travers le droit au travail, à l'éducation et à la liberté de mouvement. Le projet de transformation du camp de Kakuma en « ville ouverte », soutenu par le HCR, **symbolise cette transition** d'une logique d'assistance vers une logique d'autonomie.

Toutefois, la mise en œuvre reste fragile. Les contraintes budgétaires, la pression sécuritaire et l'instabilité régionale continuent de freiner les réformes. Pour que le Kenya devienne un modèle d'intégration en Afrique de l'Est, il lui faudra concilier deux exigences : protéger ses citoyens sans fermer ses frontières, et considérer l'immigration non plus comme une menace, mais comme une chance.

## Conclusion

L'histoire migratoire du Kenya est indissociable de celle de l'Afrique de l'Est. En accueillant les exilés de la région tout en cherchant à préserver sa stabilité interne, le pays illustre les dilemmes des États africains face à la mondialisation des mobilités. Entre solidarité régionale et impératif de sécurité, entre opportunité économique et tension sociale, l'immigration révèle les lignes de fracture et d'espoir d'un pays en quête d'équilibre.

Dans un continent où la mobilité est autant contrainte que désirée, le Kenya pourrait incarner un

modèle africain d'intégration fondé sur la dignité, la régulation et la coopération régionale. Encore faut-il que la politique migratoire s'affranchisse des réflexes de fermeture pour devenir une véritable politique de société inclusive, pragmatique et tournée vers l'avenir.

1. « Kenya : Eastleigh, le quartier commercial somalien (« Faire diaspora » 5/6) », *RFI*, 11 août 2018.
2. Marie Godin, Ishimwe Jean-Marie et Evan Easton-Calabria, « Digital refugee economies in Nairobi : opportunities and challenges », *Forced Immigration Review*, avril 2024.
3. Du 21 au 24 septembre 2013, au Watergate Shopping Mall de Nairobi, quatre hommes armés du groupe terroriste d'Al-Shabaab ont pris d'assaut le centre commercial, tuant environ 67 civils et faisant des centaines de blessés. L'assaut, qui a duré près de quatre jours, a généré une large couverture médiatique nationale et internationale, en partie en raison de la brutalité de l'attaque, de la durée de la prise d'otages et de la diffusion en temps réel des revendications et de la stratégie de communication d'Al-Shabaab sur les réseaux sociaux.
4. Billy Agwanda, « Securitization and Forced Migration in Kenya: A Policy Transition from Integration to Encampment », *Population and Development Review*, vol. 48, n°3, septembre 2022, pp. 723-743.